

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

Internationalisme

*“Sans théorie révolutionnaire
Pas de mouvement révolutionnaire”*

SOMMAIRE :

PLAN MAYER, PLAN D'ETAT DU CAPITAL .
RAPPORT SUR LE MOUVEMENT OUVRIER ACTUEL .
POUR CE MOTIF .
LE MARXISME ET LA GUERRE IMPERIALISTE .
POLITIQUE ET PHILOSOPHIE DE LENINE A HARPER .

COLLECTION

GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

PRIX 20 FR\$

11 - FEV. 1948

NUMÉRO 31

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

-INTERNATIONALISME-

-LE PLAN MAYER, PLAN D'ETAT DU CAPITAL.-

L'Europe reçut hier d'Amérique son plan marshall, la France a aujourd'hui son plan Mayer. Qui douterait que celui-ci ne soit qu'une partie, qu'une application locale, de celui-là ? C'est à dire un moyen qui s'inscrit en France dans l'élargissement mondial de l'exploitation du travail par l'Etat et le Capital monopoliste fusionnés.-

Il y a quelques mois l'impérialisme américain disait aux bourgeois d'Europe: "Faites l'inventaire de vos ressources, voyez lesquelles vous manquent, et faites le moi savoir. Vous pourrez en passer la commande chez moi. Avec tout cela, vous tenterez de faire repartir votre production. Je vous prêterai l'argent nécessaire aux achats et au financement. Seulement j'y mets une condition; et elle est bien naturelle: nous allons faire l'affaire à nous deux, exclusivement, et nous en partagerons l'avantage. Stabilisez votre monnaie afin de fixer le niveau de vos échanges, que vous orienterez vers moi; et payez-moi la part due pour ma contribution."-

Ces mos-ci, la bourgeoisie française prend donc ses dispositions en conséquence. Elle tente de stabiliser la monnaie en équilibrant le budget pour réduire l'inflation. Après avoir contraint, grâce à celle-ci, ses ouvriers et ses paysans à payer les frais de la guerre (c'est à dire la perte de ses positions financières sur le marché mondial) elle aménage les garanties financières des emprunts internationaux qu'elle contracte auprès des banques américaines. Et l'instrument de cette politique est une superfiscalité.-

Cette superfiscalité présente une signification historique, et elle va avoir des effets sociaux. Il importe de comprendre lesquels. Pour cela, il faut se référer successivement aux transformations généralisées fondamentales du capitalisme contemporain, et à la situation créée en France par la guerre. Car le plan Mayer n'est que leur expression.-

-INTERNATIONALISME-

La deuxième guerre mondiale (c'est à dire sa préparation, son exécution et sa liquidation) ont présidé à la fusion progressive du capital monopoliste avec l'Etat. Cette fusion est le fruit des conditions propres à l'accumulation capitaliste, à la formation de la plus value, et à leur conséquence fondamentale: la baisse tendancielle du taux de profit moyen. Dès la fin du 19ème siècle, l'élargissement de la production, paraît ce problème dans toute sa brutalité. Et la monopolisation du capital en fut l'expression. Sa fonction était de maintenir artificiellement un taux de profit suffisant dans les branches monopolisées; et en même temps d'établir un frein au développement des forces de production, frein devenu inéluctable dans un système économique condamné par ses propres normes de rentabilité. Du capitalisme libéral on passa au capitalisme des monopoles. -

La première guerre prévalut quelques décades, et c'est lui qui détermina la première guerre mondiale. En gros, il subsista jusqu'à la grande crise organique de 1929. Cette crise prononça son effondrement. Elle condamna le Capitalisme des monopoles privés à trouver sa fin avec la grande dépression. -

L'économie à cette époque, ne réussit en effet un redressement superficiel que par la conjoncture de guerre. C'est à dire par l'intervention directe de l'Etat, ce qui changea la structure du capitalisme. Intervention qui se fit d'abord par la monnaie et le crédit, puis par le contrôle bureaucratique de la production et des échanges, enfin par la remise directe des moyens de production-clé entre les mains de l'Etat, par voie de nationalisation, au cours de la guerre et depuis sa fin. -

Quelle est la signification de cette tendance? Elle prouve que l'Etat doit désormais se substituer aux monopoles, prenant sur lui d'assurer un taux de profit suffisant. Plus exactement: qu'il doit, dans le but de maintenir ce taux, prendre sur lui la formation du monopole et conduire la politique économique appropriée. L'Etat conduit alors une politique monopoliste synthétique (il devient au sens propre du mot, le "capitaliste collectif") et concentrée, permettant au capital financier d'user directement de la monnaie et de l'impôt, autrement dit: dans ce système manipulation monétaire et politique fiscale deviennent la règle ordinaire de gestion de l'économie monopolisée. C'est à dire par extension: de toute l'économie. -

Tel est le cadre dans lequel les événements du monde contemporain prennent leur sens, et en particulier les événements français de ces dernières années. Tel est par conséquent celui dans lequel s'inscrit à son tour le plan Mayer. Cependant ce dernier ne peut être compris pleinement que si, tenant compte de ces conditions très générales, (la transformation vers le capitalisme d'Etat à l'échelle mondiale) on leur ajoute les conditions particulières à l'impérialisme français. -

Quelles sont elles? L'impérialisme français doit descendre à un niveau inférieur par rapport à l'avant guerre. Il a perdu en effet la plupart de ses investissements à l'étranger et de ses marchés d'exportation, par suite de la montée de l'impérialisme américain au cours de la guerre. C'est là une circonstance qui, sans lui être particulière, présente ses caractères propres. Il faut donc voir dans quel sens elle joue. -

La production est, en France, depuis un an comparable à ce qu'elle était en 1938. Mais dans le même temps le revenu réel des ouvriers s'établit au dessous du niveau correspondant. Il y a une année il se situait à 70% de celui de l'avant-guerre. Aujourd'hui, il est descendu entre 50 et 60%.-

Que déduire de ces chiffres ? Tandis que la situation des salariés malgré (et sans doute à cause) d'une lutte épuisante pour les salaires, et en dépit des hausses importantes des taux nominaux obtenus, la position sociale du capital se consolidait. On parle dans les milieux "officiels" " d'échelle mobile des profits". Car si la répartition des biens de consommation s'est déplacée au détriment de la classe ouvrière au cours de la reprise relative observée depuis trois ans, c'est que l'accumulation en biens de production d'une part, et la consommation capitaliste d'autre part (notamment: objets de luxe) ont absorbé la différence. Autrement dit, qu'à rendement comparable du travail, l'exploitation s'est encore accrue depuis 1938.-

Cependant ce renforcement du capital ne rend pas compte à lui seul de la situation. Il n'a pas en effet, la même signification que s'il s'était produit sur les bases du passé. C'est que -précisément en fonction de la marche de l'économie vers le capitalisme d'Etat- la classe capitaliste a en même temps changé de structure.-

Il est notoire en effet que la grande masse de la bourgeoisie s'est effondrée. Que nombre des couches sociales ou régionales, qui constituaient les épaisses classes moyennes françaises sont aujourd'hui ruinées, et réduites à un état semi-prolétarisé. En masse, des éléments appartenant à ces couches se sont réfugiés pendant la guerre dans la bureaucratie (spécialement la bureaucratie économique) qui fonctionna d'abord comme un fond de chômage à son usage, ensuite comme l'instrument de sa transformation sociale. Quant au reste de la bourgeoisie moyenne; elle vit comme elle peut cramponné aux oripeaux qui lui laissent l'illusion d'être encore une classe possédante.-

En bref, ce n'est donc pas à la "masse" de la bourgeoisie comme telle qu'a profité l'appauvrissement de la classe ouvrière mais à trois de ses éléments: les trafiquants du marché noir, l'oligarchie, et la bureaucratie.-

Un million de fonctionnaires en plus au cours de la guerre; cinq cent mille intermédiaires nouveaux depuis moins d'un an ! Tels sont les chiffres monstrueux qui montrent où en sont le trafic et la bureaucratization... Encore que le trafic ne soit pas l'apanage exclusif des seuls intermédiaires. Les industriels bien placés sont sans doute ceux qui absorbent les plus gros chiffres.-

On pressent en tout cas, à quel renouvellement sont soumises les classes bourgeoises. Mais renouvellement qui n'a rien d'une sélection. Car il ne s'agit pas d'une accession à la bourgeoisie d'éléments plus vigoureux extraits des autres classes, qui viendraient remplacer les oisifs et les moins bien armés. Il s'agit au contraire, soit d'une racaille dénuée de mœurs et de scrupules qui quitte les caractères d'une classe sans prendre ceux d'une autre, soit d'éléments encrassés de bureaucratisme.

Les uns et les autres s'installent dans la nation en parasites sociaux. Quant à la classe du capital monopoliste proprement dit, elle perd et gagne à la fois au changement. Elle perd comme couche autonome issue de ce capital, dans la proportion ou ses placements à l'étranger et ses positions commerciales sont déplacés par le nouvel équilibre de forces issu de la guerre; surtout, dans la mesure où les nationalisations ont fait passer entre les mains de nouveaux hauts fonctionnaires économiques les moyens de production et d'échange qui lui appartenaient. Mais si on la considère comme entité sociale elle y gagne, évidemment. Elle y gagne précisément sous des formes nouvelles, pour autant que la position économique de l'Etat avec lequel elle se fonde désormais s'est renforcée par rapport à la classe ouvrière; pour autant qu'elle s'appuie sur une exploitation plus étendue du travail.-

Pour résumer: la remise sur pied très relative intervenue depuis la "Libération" s'opère par une surexploitation du travail des ouvriers, surexploitation organisée dans le cadre de l'Etat, grâce à la force économique de répression dont celui-ci dispose par l'intermédiaire de la monnaie et des prix. Elle s'opère par concentration autour d'une minorité réduite en nombre, regroupée par l'appareil, mais mieux placée à l'égard du prolétariat, grâce à la liquidation de larges couches bourgeoises. La nouvelle répartition des revenus à laquelle cette transformation donne lieu se manifeste ostensiblement dans la consommation courante. Le spectacle quotidien de la rue le montre au grand jour. Automobiles américaines, fourrures, nouvelles modes féminines etc.. s'étalent au moment même où la misère des masses s'accroît continuellement.-

Mais ce n'est pas tout. Car le secteur urbain, qui détermine le processus, n'est pas le seul à y participer. Parallèlement à la transformation structurelle et au bouleversement qui s'opère dans la répartition des produits de la zone industrielle, une évolution intervient dans l'agriculture. En l'occurrence: un déplacement relatif des valeurs vers le capital financier, et une prédominance accrue du secteur capitaliste de l'agriculture sur le secteur familial. L'agriculture passe en même temps sous la coupe directe de l'Etat (en partie par l'intermédiaire du syndicalisme et de la coopération) puisque Etat et Capital tendent à fusionner.-

En effet il existe dans les campagnes un net divorce entre l'accumulation d'argent et le réinvestissement. Or celui-ci est soumis aux répartitions autoritaires des matériaux par l'Etat. Ce dernier en profite pour interposer un obstacle entre les ressources paysannes et leur emploi

On sait bien qu'au cours de la guerre le monopole paysan sur la production des denrées alimentaires permit aux agriculteurs de vendre à des prix noirs et d'accumuler d'importantes réserves d'argent. Cependant, une appréciation correcte de cette situation exige qu'on se demande ce qu'il advient des disponibilités ainsi réunies.-

Or ces disponibilités sont restées plus ou moins en l'air. Car depuis la fin de l'occupation allemande, l'agriculture n'a reçu que de faibles quantités de matière. L'an dernier 1,4% de la répartition du ciment 5,2% de celle du fer (voir l'intervention du Ministre Longchambon au Conseil de la République le 1er Juillet 1947), et tout à l'avenant.-

Autrement dit; l'agriculture reçoit peu en contre partie des gains en argent réalisés au cours de la guerre. Ceux ci n'ont donc pas, du point de vue d'une perspective sociale un peu vaste, le sens qu'on pourrait croire trop hâtivement. Ils restent en fait stérilisés dans les campagnes; et le capital agricole va en se dégradant sous la pression de la répartition étatique des produits industriels. Cette stérilisation trouve d'ailleurs une raison d'être supplémentaire: Le Capital et l'Etat conduisant une politique d'abaissement du niveau de vie ouvrier, ils ne sauraient impulser en même temps une élévation décisive de la production agricole. Car la partie significative de cette dernière sert de fonds de subsistance pour les travailleurs industriels. Et il n'est pas question d'améliorer le sort de ceux-ci. La politique d'Etat à l'égard de l'agriculture correspond donc à un besoin organique du régime social; non point à une "erreur" des pouvoirs publics.-

Ajoutons enfin, que rééquipement partiel correspondant aux faibles attributions reçues par l'agriculture, rééquipement qui se fait aujourd'hui par l'intermédiaire du plan d'Etat, de l'importation (réglée par l'Etat) de la Caisse (d'Etat) Nationale du Crédit Agricole, s'oriente sur le secteur le "mieux placé" de la production. Celui-ci est; en s'en doute, le secteur industrialisé; le domaine de ~~l'agriculture~~ la grande culture. L'organisation professionnelle de l'agriculture la (G.C.A.); qui est en fait un prolongement, autonome et déguisé il est vrai mais non moins certain de l'Etat, est l'instrument de cette dissociation en faveur des cultures industrielles. Car les "Associations Spécialisées" y dominent aujourd'hui officiellement depuis le Congrès de novembre (elles avaient régné pendant la période de Vichy). Or ces associations qui groupent les producteurs des grands produits, sont précisément l'émanation du Capital investi dans les grandes cultures.-

Ainsi, la perte de substance subie par la production agricole affermit culture capitaliste et grande propriété, qui servent de relai à l'exploitation du prolétariat agricole et de la paysannerie familiale par l'Etat fusionné avec les monopoles.-

Elle est par conséquent, la situation en France. Situation qui présidera à l'application commencée de l'aide intérimaire et du plan Marshall pour le "redressement" économique. Le plan Mayer s'y inscrit. On peut maintenant en examiner les mesures.-

--- -- ---

Le plan se caractérise d'un côté par ses dispositions, de l'autre par ses procédés techniques. Les uns évidemment ne vont pas sans les autres. Tous concourent à un prélèvement facultatif se ramenant à un emprunt obligatoire.-

Le texte gouvernemental compte deux ordres de dispositions: d'une part il frappe les bénéficiaires commerciaux, industriels et agricoles (ainsi que les revenus de professions libérales) d'un prélèvement violent

allant de 20 à 50 % pour les deux premières catégories et de 50 à 80 % pour la dernière; de l'autre il exonère les salariés ayant perçu en 1947 un revenu inférieur à 450.000 frs.-

Le prélèvement est donc conforme à la transformation structurelle qu'on a examinée ci-dessus. Il la prolonge et l'élargit. Car d'un côté il renforce l'association du Capital financier et de l'Etat par les taux dont il frappe le commerce et l'industrie (taux qui vont croissant avec le montant du bénéfice), de l'autre il frappe plus lourdement encore l'agriculture. Par là l'Etat approfondit l'intégration du Capital agricole, tout en étendant sa subordination. Il pousse à son terme maximum la stérilisation des réserves monétaires, puisqu'il double la politique des répartitions maigres, d'une ponction pure et simple des disponibilités en argent. Cette politique accentuée, par conséquent, l'exploitation des masses paysannes par le capitalisme d'Etat.-

Enfin, le prélèvement laisse les ouvriers à l'écart. Et par là aussi il est encore dans la logique de la transformation structurelle. Celle-ci implique que le compte des salariés soit réglé à travers la course prix-salaires et le mécanisme de la lutte revendicative. L'impôt n'est pas dans de telles conditions, une arme appropriée à la répression économique de la classe ouvrière. Sa fonction principale est tout autre. Elle est de concentrer le Capital entre les mains de l'Appareil économique, et de prolétarianiser une fraction de la bourgeoisie ou de l'amalgamer à la bureaucratie. L'impôt n'intervient donc qu'à titre secondaire contre la classe ouvrière. Surtout par des voies indirectes. Pour autant en particulier, qu'il fournit à l'Etat le moyen de la politique financière qui réduit systématiquement son niveau de vie.-

Cependant bien que le prélèvement œuvre déjà puissamment dans le sens d'une association plus étroite du Capital à l'Etat, il n'y parviendrait qu'imparfaitement si le plan s'en tenait là. L'association se limiterait alors à la forme d'un transfert dans la détention des fonds. Mais c'est justement ici que les procédés techniques du plan font incidence à leur tour.-

La loi prévoit en effet que les personnes physiques ou morales assujetties au prélèvement pourront s'y dérober, à la condition qu'elles souscrivent à un emprunt 3% amortissable et soustrait aux charges fiscales. Bien sot qui, le pouvant, n'en ferait pas usage ! D'autant que la souscription acceptée doit s'élever simplement au montant de la somme due au titre du prélèvement.-

C'est par ce chemin que l'opération revient en réalité à un emprunt obligatoire. Mais par là, aussi elle revient à transformer une dette du Capital envers l'Etat, en une créance ~~de~~ celui-là ~~x~~ sur celui-ci. Car la part de leur contribution, et elle sera sans doute dominante, que les assujettis convertiront en souscription à l'emprunt, s'inscrira à la dette publique. Combien des cent cinquante milliards (cent pour le secteur urbain et cinquante pour le secteur rural) resteront prises dans les mailles du prélèvement proprement dit?. Grâce à ces procédés Etat et capital seront demain encore plus étroitement associés.-

-INTERNATIONALISME-

7

Ajoutons une remarque concernant les délais prévus pour les versements: ils permettront à leur tour au haut capital de prévaloir sur le petit.-

La loi stipule en effet que les versements s'effectueront en trois tranches échelonnées de janvier à mars 1948. Mais elle admet en même temps que les contribuables qui souscriront immédiatement ou avant le terme final pour le montant de la somme due seront définitivement exonérés. Ces modalités favoriseront nécessairement ceux qui disposent de larges ressources, et laissera peser la difficulté totale sur ceux qui souffrent d'une étroitesse de trésorerie.-

Ainsi se présente le plan Mayer d'extension du Capitalisme d'Etat doublé d'un projet en cours de réappréciation du franc par rapport au dollar et de dédoublement du change, il alignera la structure économique du Capitalisme français sur les plans mondiaux de l'impérialisme américain. Les semaines à venir apporteront à cet égard des possibilités plus complètes d'appréciation.-

-Morel-

RAPPORT SUR LE MOUVEMENT OUVRIER ACTUEL

I- Notre travail semble être sans réponse immédiate, par son côté destructif et négatif. Mais il importe avant tout de bien saisir que la tâche de la classe ouvrière réside dans une connaissance parfaite des démagogies bourgeoises, et des erreurs tactiques de lutte de classe, connaissance entraînant le refus envers toute nouvelle comédie historique sur un thème déjà connu.

Marx analysant le capitalisme dans son processus entendait par là indiquer et montrer la seule voie à la négation du capitalisme : le socialisme ne pouvant être posé et résolu qu'une fois connus le capitalisme et ses éléments propres de négation.

De même nous entendons emprunter cette méthode seule valable pour écarter du chemin de la lutte de classe tous les obstacles tendant à ralentir et à retarder et même à renvoyer en arrière le mouvement ouvrier de libération sociale.

Ayant déjà traité les aspects proprement économiques du capitalisme, nous ne parlerons dans notre analyse que de ses aspects sociaux en entendant bien par là ne pas leur donner la prédominance.

II- Après 100 ans de luttes ouvrières dans un système capitaliste qui, lui, subit du fait des conditions objectives évoluant, des transformations, le problème spécifique de la lutte de classe ainsi que l'évolution du mouvement ouvrier, n'ont subi aucune analyse et par là, la tactique dans la lutte et le problème de la révolution ont été conditionnés par l'empirisme le plus grossier. Cet état de chose n'a pu que fausser dans l'esprit de la classe ouvrière et dans celui des militants, la nature des divers mouvements sociaux de la période actuelle.

Ainsi en rapport avec des modifications survenues dans la structure économique du capitalisme, le XXème siècle devait entraîner des modifications dans la nature idéologique et la portée révolutionnaire des manifestations de la lutte de la classe ouvrière.

III- mais le mouvement ouvrier ne devait pas seulement être sensible à ces modifications dans la structure économique du système. Il devait en plus subir le contre-coup de la nouvelle idéologie de la bourgeoisie qui non seulement puisait des arguments et des forces dans la pensée révolutionnaire mais s'attachait aussi à faire disparaître les contradictions apparentes de la classe : capitalistes-ouvriers. La bourgeoisie a réussi ainsi à s'appropriier la plupart des slogans et des symboles révolutionnaires, et à les incorporer dans sa nouvelle formulation idéologique. Ne voyons-nous pas la IVème République fêter la Commune de Paris ? Le problème de la "gestion ouvrière", de l'industrie ainsi que le contrôle de la production ont été intégrés dans un système législatif dont la bourgeoisie n'a pas à se plaindre. La commission des prix et salaires, la Commission de l'Economie nationale, les Comités tripartites d'usines, la nouvelle politique syndicale demandant et obtenant son admission dans les discussions et l'exécution du plan monnet, sont autant d'aspects de cette nouvelle idéologie bourgeoise qui va jusqu'à accepter la syndicalisation de sa police.

Progrès de l'industrialisation
la bourgeoisie
le "ouvrier"
l'Etat
capitaliste

Mais l'acte le plus important réside dans les nationalisations opérées par l'Etat bourgeois. Ce qui paraît le plus grave, c'est que certaines tendances parmi les militants ouvriers ont applaudi à ces mesures qu'elles ont déclarées "progressives". En présence des nationalisations

et des réactions des restants de bourgeoisie libérale, ces mêmes tendances ont ent erré la bourgeoisie en tant que classe. Qui pouvait alors empêcher l'Etat de proclamer à son tour que la lutte de classe n'avait plus raison d'être?

IV- La Révolution russe, par sa puissance et son influence énorme, loin de modifier les aspects sociaux et politiques de la lutte ouvrière, loin de clarifier ce qui dans la lutte était sujet à inversion (arme à double tranchant), la Révolution russe, disons-nous, n'a fait que se fier empiriquement aux anciennes manifestations des luttes ouvrières d'avant 14.

Les différentes formes de la lutte correspondant à un capitalisme en ascension, ont été reprises telles quelles à une époque où la Révolution russe par son déclenchement et sa victoire indiquait la décadence du régime capitaliste. Les vieilles formules du parlementarisme et du syndicalisme, le vieux schéma révolutionnaire qui consiste à poser la révolution en conclusion du démasquage des "trahisons" de la bourgeoisie et des partis réformistes - tout cet attirail d'un programme correspondant à une période de transition dans la lutte pour la révolution - ont été réintroduits dans la pensée et l'action révolutionnaires quand les réalités historiques qui se présentaient n'étaient pas celles d'une transition mais pesaient la nécessité de l'affirmation de la Révolution et de la conquête du pouvoir.

V- Le reflux de la vague révolutionnaire de 1917-21 et la dégénérescence de la Révolution russe qui a suivi, devaient enliser encore plus le mouvement ouvrier dans des normes de lutte qui non seulement étaient dépassées mais s'avéraient pouvant et devant servir d'arme anti-ouvrière. Par ailleurs on a assisté dans les pays capitalistes à une volonté de maintenir artificiellement les institutions organisationnelles issues de la période révolutionnaire et de les copier, alors que cette période reflue; en Russie où la substance révolutionnaire disparaissait, restaient en place malgré l'orientation capitaliste de ce pays, les organismes de la révolution vidés de leurs objectifs, de leurs contenus, de leur idéal.

Ce double processus, l'un de reflux révolutionnaire, l'autre de stabilisation et de propagation de formules organisationnelles, a permis à des Etats comme l'Allemagne de s'appeler socialiste, et à la Russie de continuer à figurer comme pôle attractif des masses travailleuses.

Le prolétariat soumis au nazisme a cru dans le socialisme de ce régime, parce qu'on lui avait appris que, parti unique + électrification + planification = SOCIALISME dans un seul pays.

Et cette comédie continue pour le prolétariat en général quand il regarde la Russie, ainsi que les divers pays du monde qui prennent le chemin des réformes structurelles qui ont eu lieu en Russie.

Drapeau rouge, Soviet, collectivisations étatiques ne devaient être pris par la classe ouvrière que comme des formules valables seulement en fonction du contexte idéologique révolutionnaire et non par leur seule existence. Ces formules ont prouvé qu'elles pouvaient servir, hier la Révolution prolétarienne, aujourd'hui, la guerre impérialiste.

VI- Dans tous les facteurs précités, et qui ont contribué à la dégénérescence de la lutte de classe; à sa prostitution, il ne faut pas oublier que ces facteurs ont donné leur plein rendement grâce au développement technique des moyens de propagande, empruntés souvent à la publicité commerciale.

VII- Si l'on part de la période ascendante du capitalisme, au moment où ce dernier se débarassant de la structure judiciaire, sociale et politique de la féodalité, détermine de nouveaux rapports de société et part à la conquête économique du monde (ce moment en tenant compte de l'évolution du système, part du début du XIXème siècle jusqu'à la fin du XIXème) nous pouvons dire que l'expression individuelle de la bourgeoisie oppose ouvriers et patrons directement. Mais même à ses débuts la classe ouvrière ne se reconnaît pas comme classe indépendante, tant sa condition économique n'est pas suffisante pour lui donner sa conscience de classe. Au contraire elle se sent liée à toute la société capitaliste.

Ses premières manifestations sont confuses et aveugles. Haine

contre la machine considérée comme responsable du chômage et de la misère.

Petit à petit sous l'action d'une avant-garde plus ou moins évoluée elle prend conscience de l'existence des antagonismes de classes et de son rôle de classe politiquement indépendante. Mais même à ce moment et dans les conditions de clarification et de vulgarisation de la pensée révolutionnaire, se crée une confusion. Au lieu de considérer sa place économique dans la société capitaliste comme antagonique à son rôle historique, la classe ouvrière tend malheureusement à conditionner sa fonction politique à sa lutte économique. Le processus s'opère en raison de l'apparente division de l'ouvrier à l'usine face au patron.

En effet dans la conscience ouvrière se fait jour le raisonnement suivant: dans l'usine le patron est un parasite, sa suppression n'empêcherait pas la continuation de la production. L'erreur consiste à croire que la suppression du patron donne au système de production une autre signification que celle capitaliste.

Nous voyons aujourd'hui ce qu'une telle erreur a pu coûter de guerre impérialiste au prolétariat. L'avant-garde n'est pas tombée dans cette erreur, mais il semble qu'elle n'a pas mis l'accent sur ce point d'une façon suffisamment nette et claire. Elle a vu dans cette opposition ouvrier-patron la possibilité à travers la lutte économique quotidienne placée au premier plan, le chemin permettant de propager et de vulgariser la pensée révolutionnaire.

Seulement même à cette époque, cette méthode offrait un grand inconvénient qui s'est transformé imperceptiblement en un danger de première importance. Et en effet dans l'avant-garde naissaient des tendances qui s'éloignaient et devaient s'opposer de plus en plus.

La classe ouvrière était amenée à prendre de plus en plus en considération les avantages d'ordre économique que lui donnait son action quotidienne. Si au début la violence du choc patronnat-ouvrier pouvait vulgariser la différenciation de classe et permettre la propagande révolutionnaire, petit à petit cette violence s'atténuait pour faire place à une meilleure compréhension de la situation par la bourgeoisie.

Le potentiel révolutionnaire de la lutte quotidienne revendi-

cative et syndicale ne résidait pas dans les résultats économiques immédiatement acquis, mais dans l'unification de la classe, dans la cimentation de sa solidarité révolutionnaire et dans la peur que ces luttes produisaient au sein de la bourgeoisie. Pour s'exprimant par la violence et violence exploitée par les révolutionnaires à des fins politiques a) pour renforcer la notion de solidarité entre salariés b) pour introduire des méthodes d'organisation dans les manifestations de la lutte de classe.

Cette vérité est si réelle que bien avant 1914 nous assistons à la rupture des deux tendances dans la Social-démocratie. L'une la réformiste augmentant en importance et influence, parce que de ces luttes quotidiennes elle ne faisait plus que ressortir les avantages économiques immédiats. L'autre, la tendance révolutionnaire qui se voyait rejetée hors des luttes quotidiennes si elle voulait continuer à exprimer l'aspect politique de la lutte de classe.

Ce n'est pas aujourd'hui que les luttes quotidiennes présentent un danger pour la lutte de classe, dès avant 1914 le danger était réel bien que camouflé par la situation générale.

VIII- De plus, tandis que la violence ^{pouvait} présenter une possibilité de propagande révolutionnaire avant 1914, cette violence venant à disparaître, du même coup l'utilisation des contradictions ouvriers-patrons sur le terrain économique perdait de sa virulence et de son potentiel révolutionnaire.

Dans le capitalisme de l'époque libérale le patron refuse d'augmenter les salaires car il ne peut jouer aussi facilement sur la monnaie que l'Etat ne le fait actuellement. Chaque revendication devient alors une faiblesse pour le patron dans sa lutte concurrentielle et dans son profit. Aussi en appelle-t-il à l'Etat pour arbitrer. Et l'Etat par le processus même de cet arbitrage, ainsi que par le cercle-vicieux salaires-prix, a tendance à proposer non seulement des solutions d'apaisement ou de répression mais aussi des solutions de contrôle et de gestion

L'Etat n'a pas une conscience de sa finalité historique mais au travers d'une nécessité quotidienne, par une nécessité historique des

lois même du système, l'Etat, disons-nous, remplace de plus en plus le patron de l'usine; et quand il prend conscience de sa nouvelle tâche, il agit auprès du patron comme celui-ci a agi auprès de l'artisan et du paysan : il l'exproprie.

Le capitalisme voit alors sa survie se prolonger par l'Etat au lieu d'être abrégé par ce dernier. La fonction capitaliste passe à l'Etat et du même coup le pouvoir politique et économique finissent dans une même main, terminant ainsi le cycle de la révolution bourgeoise.

IX- L'acte de passage de la propriété individuelle à la propriété d'Etat est la nationalisation. Qu'elle se fasse avec ou sans indemnité, cette indemnité n'entre dans la comptabilité que sous forme de profits et pertes et à un stade plus accéléré sous forme d'emprunt. Pour celui qui la reçoit elle perd son caractère de capitalppur : soit entrer dans la consommation, soit subir un retour à sa fonction de capital en passant entre les mains de l'Etat qui en dispose, réduisant le capitalisme au rôle de propriétaire foncier. L'ouvrier qui voit s'opérer cette transformation perd ses points de repère dans la différenciation de classe. Sa lutte économique perd son potentiel révolutionnaire. Dépuillé de sa substance, la lutte entre dans le cadre du procès du capital.

Double aspect contradictoire des nationalisations :

a) elles prouvent que le capitalisme n'est pas fonction du capitaliste. Le patron n'était qu'une phase primaire du capitalisme. D'avoir joué sur l'opposition patron-ouvrier, ceci semble avoir faussé la conscience ouvrière du sens et de la direction de la lutte.

b) le paravent patron, qui semblait être la pierre angulaire de l'édifice tandis que l'Etat n'était qu'un appendice, tombe pour découvrir l'Etat comme l'agent n°1 du capitalisme, entraîne ainsi une accélération du processus révolutionnaire.

Ce double aspect contradictoire entre une position abjective clarifiée et une conscience obscurcie du prolétariat, repose le problème de la nature et des possibilités révolutionnaires de la vieille méthode d'actions revendicatives du prolétariat.

X- Les groupes d'avant-garde emploient couramment l'argumentation suivante quand ils parlent et traitent des revendications économiques :

"Nous savons que les revendications présentent un côté fortement réformiste. Ce côté nous le contre-balançons par une politique appropriée. De plus pour être en contact avec la classe ouvrière nous devons prendre à coeur ses intérêts immédiats pour nous présenter comme son défenseur et celui qui lui indique le chemin. En d'autres termes nous devenons les Antigone du prolétariat."

Pour la défense de cette thèse on se réfère à Lenin et l'on se laisse prendre au piège des revendications économiques. Une grave erreur s'introduit qui, pensons-nous, va à l'encontre de la pensée de Lenin dans "Que faire" et qui ne se retrouve que dans la méthode de feu la IIIème Internationale, consistant à stimuler l'impétuosité révolutionnaire du prolétariat par des apéritifs appropriés. Et moins les ouvriers trouvent les conditions de leur prise de conscience nécessaire à leur action révolutionnaire plus on augmente la dose d'apéritifs par toutes sortes de revendications partielles économiques et contingentes.

Le résultat obtenu, loin d'être celui escompté, est que la pensée révolutionnaire des ouvriers se trouve être complètement noyée. Quant aux militants et groupes révolutionnaires ils se transforment en vulgaires marchands de vin.

Les trotskistes en sont là. La F.F.G.C les suit.

Une autre erreur consiste à ne pas voir que si au XIXème siècle les revendications économiques pouvaient servir de base à la lutte de classe c'était en fonction du développement inachevé du capitalisme. Explication que nous avons déjà donnée plus haut. De plus l'antagonisme patron-ouvrier qui s'exprimait violemment comme une contradiction économique à répercussion sociale perd avec l'Etat son caractère social, grâce à la facilité étatique de jouer plus aisément sur la consommation de la force de travail. En effet comme le démentrait Marx à l'époque du capitalisme dit libéral au moment où l'Etat n'était encore qu'un instrument de répression et de coercition. Les salaires versés aux ouvriers représentaient l'intégralité du capital variable et contenaient en conséquence, en le manifestant, son opposition à la plus-value, en d'autres termes,

l'opposition fondamentale : travail capital. De plus le conditionnement social des ouvriers, l'éducation de leurs enfants, l'entretien de leur famille, leur santé physique, les degrés de leur instruction et leur développement culturel, en un mot leur existence sociale assurée directement par eux-mêmes se trouvait être contenue et assurée uniquement dans les limites et fonction de leur salaire. La lutte pour les Dix heures de travail par jour était comme le reste, une possibilité pour l'ouvrier de s'affirmer comme un être humain entendant bénéficier de cette qualification.

De nos jours, avec le développement de toutes les institutions d'Etat comme la Sécurité Sociale, les hôpitaux, les congés payés, l'école obligatoire, le capital variable n'est plus représenté intégralement par les salaires. Le salaire devient une part de plus en plus petite du capital variable, l'Etat lui a enlevé des possibilités d'expression sociale en prenant sous son contrôle au travers des impôts directs et indirects, toute l'activité sociale de l'ouvrier. Le salaire n'est plus qu'une expression économique de reproduction de force de travail, car même l'entretien de la famille n'est plus dans le salaire à proprement parler mais dans les allocations familiales de l'Etat, partie des assurances sociales étatiques.

Donc, hier l'antagonisme économique revêtait un aspect social qui se reflétait dans la lutte de classe. Aujourd'hui cet antagonisme ne recèle plus qu'un caractère de catégorie économique.

La lutte revendicative ne devient plus qu'une lutte de catégorie économique et les révolutionnaires au lieu de remonter franchement la pente du "réformisme", descendent sans réformes possibles de la classe ouvrière, s'y engage eux-mêmes et poussent de plus belle dans cette direction les masses ouvrières. On peut dire qu'entre les intentions des révolutionnaires et la traduction de leurs intentions dans leurs actions quotidiennes, se dresse toujours un obstacle : les conditions objectives et contingentes de la situation. Par les revendications économiques, l'ouvrier a déjà une tendance fortement marquée à faire passer les satisfactions immédiates de sa condition en temps que catégorie économique, au premier plan. Cette tendance se trouve accentuée aujourd'hui avec le

capitalisme décadent, où la famine s'est installée à demeure dans la société.

En recherchant la solution à la famine qui hante les ouvriers sur le plan de la lutte pour les salaires, par un minimum vital, l'échelle mobile etc, on ne fait que transférer ce problème fondamentalement social, du plan social sur le plan étroitement économique. Loin de servir de condition à une orientation révolutionnaire des luttes ouvrières, ce transfert ne fait qu'enfermer d'avantage les ouvriers dans leur condition de catégorie économique, et renforcer puissamment leur tendance naturelle à la recherche des satisfactions partielles et immédiates, c'est à dire au réformisme. Mais ce qui plus est, devant l'absence de toute possibilité dans la période présente d'obtenir des satisfactions mêmes minimales, ce transfert devient un facteur de désarroi dans la classe ouvrière n'engendrant que lassitude et désespoir dans ses rangs. La famine devient alors une conditions de démoralisation des ouvriers, sa hantise pèse de tout son poids sur eux, leur fait accepter des conditions de vie encore plus misérables, et un surcroit d'exploitation.

L'ouvrier reste fixé sur les satisfactions immédiates. La perspective révolutionnaire s'évanouit. L'ouvrier arrive à accepter tout, avec la lassitude de celui qui se dit qu'autant de jours gagnés sur la famine sont autant de victoires qui donnent le sens de sa vie et de sa lutte.

Ils arrivent par là à rechercher et à accepter les solutions capitalistes en vue de ne pas crever de faim.

Dans l'esprit de la classe ouvrière, la lutte revendicative a cessé d'avoir un caractère lointain et révolutionnaire pour devenir une solution de désespoir. Ce désespoir devient un fait admis au lieu d'être une antithèse forçant la lutte à dépasser le cadre de lutte des catégories économiques.

XI- La lutte revendicative économique trouvait dans la grève sa forme appropriée la plus efficace, tout comme la lutte pour les revendications de réformes politiques (droit d'association, droits de presse et droit civique) trouvait son expression dans la participation aux campagnes électorales et dans le parlementarisme dit ouvrier. Avec la disparition des possibilités historiques des réformes dans le cadre du capitalisme, les formes d'organisation et les méthodes d'action anciennes perdent leur signification et cessent de pouvoir exprimer les objectifs aussi bien immédiats qu'historiques de la lutte du prolétariat.

Dans les meilleurs cas, les grèves qui éclatent dans la période présente, manifestent l'état arriéré du mouvement ouvrier, reproduisant une situation historiquement dépassée. Elles sont alors des impasses où s'épuisent la combativité et les forces de la classe ouvrière. Mais pour la même raison la plupart des grèves, dans la période présente, peuvent être uniquement le moyen d'expression d'une lutte fractionnelle inter-capitaliste et inter-impérialiste et de dévoilement du prolétariat. Il est vrai que déjà avant 1914 les grèves pouvaient et étaient exploitées par des groupes capitalistes contre d'autres capitalistes. Mais ce n'était alors qu'un phénomène dans l'influence de la lutte. Aujourd'hui il peut le caractériser.

Les révolutionnaires doivent se libérer d'un attachement sentimental à cette arme de lutte des ouvriers que fut la grève et réexaminer ce problème à la lumière des expériences des dernières trente années. En effet les grandes grèves d'Italie et d'Allemagne avant le fascisme comme les grèves de 1936 en France, Belgique, comme les récentes grèves aux Etats-Unis et en France, qu'elles aient été syndicales ou sauvages, avec ou sans occupation des usines, qu'elles aient été soutenues par les socialistes contre les ministres staliniens ou fomentées et dirigées par ces derniers, toutes ces grèves ont conditionné non un renforcement du prolétariat mais un renforcement de l'influence idéologique capitaliste au sein du prolétariat. Toutes ont eu pour résultat un renforcement de l'appareil de l'Etat, une démoralisation de la classe ouvrière et son intégration dans le cours de la guerre impérialiste.

*en dit-on
l'histoire*

L'expérience de ces luttes prouve que les luttes revendicatives et les grèves ont cessé d'être le terrain de la mobilisation de la classe et que cette dernière est appelée pour l'accomplissement de sa mission historique à trouver de nouvelles expressions de méthodes et de luttes de classe.

XII- Le syndicalisme n'a à notre avis jamais représenté une idéologie ouvrière dans le sens progressif. A toutes les théories syndicalistes et anarcho-syndicalistes, les révolutionnaires ont toujours répondu qu'entre ces théories et le système capitaliste il n'y a pas incompatibilité mais plutôt entente à plus ou moins brève échéance. Discuter de la valeur marchande de la force de travail ne contredit en rien le fonctionnement du système capitaliste. Fonder une théorie sociale qui n'élimine pas la théorie de la valeur mais, en fait, est plutôt l'axe du système syndicaliste ne fait que renforcer ce système, et, a un désir utopique de coopérativisme anarchiste se dessine et se développe un coopérativisme étatique tendant à fonder et à amalgamer syndicat et état. Ceci s'est opéré en U.R.S.S, en Allemagne, et en Italie, dans les autres pays nous assistons à ce même phénomène mais encore au premier stade de l'intégration ou de l'absorption syndicat-état.

La querelle entre ces deux forces pour prendre un exemple en France tourne autour de la plus ou moins grande incorporation des syndicats dans les organismes étatiques.

Nous savons pourtant que telles ne sont pas les idées que défendent les partis dits ouvriers P.S, P.C, Trotskistes.

Pour les deux premiers attachés à saisir les rênes du gouvernement, leur influence sur les syndicats leur donne une force de manoeuvre dans leur entreprise vers l'Etat bourgeois, ils y réussissent admirablement car ils trouvent là un terrain tout préparé aux idées réformistes ou opportunistes.

Pour les trotskistes ils posent un problème qui semblerait différent car ils ont soin de l'énoncer avec tout un verbiage révolutionnaire. Oeuvrer dans les syndicats, c'est oeuvrer dans le seul lieu de rassemblement ouvrier, c'est trouver les organismes à participation ouvrière pouvant faire déborder la lutte du cadre économique au cadre politique.

Ces deux assertions aujourd'hui se sont révélées fausses, parce qu'elles ne tiennent plus compte de la composition physique des syndicats, que de leur nature politique et de l'objet de leur existence. Les syndicats ont pu représenter un moment de l'organisation du prolétariat mais jamais l'organisation permanente de la lutte de classe. Toutes les révolutions du XXème siècle ont pu montrer le rôle contre-révolutionnaire, sinon rétrograde des syndicats au moment de la lutte engagée, plutôt que le rôle d'organisation offensive des travailleurs. Jamais l'organisation du prolétariat au sein du syndicat n'a fait surgir une force offensive de classe, mais au contraire nous avons assisté, comment grâce aux syndicats la classe ouvrière a été amenée à soutenir les guerres diplomatiques, commerciales ou effectives de la bourgeoisie.

Ne pas confondre syndicat et organisation

Aujourd'hui les syndicats non seulement en raison de leur amalgame avec l'Etat, mais surtout en raison de la nature de leur idéologie et de leur comportement social, les syndicats deviennent un frein pour le mouvement de libération des travailleurs.

Et cette idée amène cet autre problème : y-a-t-il place dans la période actuelle pour un organisme permanent, groupant la classe ouvrière quelle que soit la nature progressive de son idéologie. Nous répondrons par la négative. La permanence d'un tel organisme n'est pas en fonction d'une volonté, mais d'une possibilité qu'offre la situation de se résoudre d'une façon révolutionnaire, sinon cette permanence devient cause de confusion et de désarmement du prolétariat. Aujourd'hui un organisme groupant la majorité des ouvriers doit exprimer une poussée offensive des travailleurs. Si cet organisme prétend être un instrument de défense des ouvriers, quel que soit le désir ou la volonté des dirigeants, cet organisme ne peut être qu'un appareil de conservation et se transforme en un organisme de collaboration de classe. Que reste-t-il à la classe ouvrière pour se regrouper et se défendre ?

faux, cause la distinction entre "défense" et "offensive"

Or le point le plus important de ce problème réside dans l'objet des regroupements. La classe ouvrière ne s'organise pas pour s'organiser. L'organisation ne doit concéder pour elle que la possibilité de réaliser sa mission historique. En dehors de cette fin, l'organisation prend un sens d'encasernement. Dans la situation présente une telle organisation ne peut exister car le prolétariat se laisse plutôt encaserner par ce qu'il espère dans l'unité organisationnelle et non dans la révolution. Dans les luttes à venir pourront surgir des tendances organisationnelles nouvelles mais elles ne seront que temporaires et ne tiendront nullement compte du problème syndical c'est à dire ces tendances actives ne se situeront pas par rapport au syndicat mais par rapport à l'Etat. Elles n'exprimeront une permanence que le jour où le problème de la dualité du pouvoir se posera dans la situation historique.

XIII- Pourtant si le problème des luttes quotidiennes économiques, syndicales ou corporatives est d'une grande importance dans l'orientation de l'idéologie de la classe ouvrière il n'est qu'un aspect plus accessible de la lutte qui tantôt sourde et affaiblie, tantôt violente est engagée depuis la naissance du capitalisme entre la société capitaliste et les contradictions économiques de son système.

Au travers de cette lutte nous assistons à des alternatives historiques où la classe ouvrière cessant d'être une classe pour la bourgeoisie tend à devenir une classe et pour elle-même (Marx). Tant que le prolétariat demeure une classe pour la bourgeoisie, elle subit l'idéologie capitaliste avec toutes les contradictions et les virevoltes que comportent ou exigent les lois de la production capitaliste.

Dans la période ascendante du capitalisme nous voyons la classe ouvrière des secteurs importants se laisser prendre à l'idéologie du colonialisme. Dans la période descendante du capitalisme la classe ouvrière a et aura encore tendance à partager l'idéologie de la bourgeoisie. Voilà où réside la force organisationnelle des syndicats devenus instruments de l'équilibre social capitaliste.

C'est encore en raison de ce fait que l'idéologie ouvrière s'est laissée prendre à toutes les démagogues qui tendèrent à camoufler la guerre impérialiste, unique mode actuelle de vie de la société bourgeoise.

XIV- La guerre impérialiste qui débute à la fin d'une époque ascensionnelle du capitalisme, marquant par là l'arrêt du développement de la société bourgeoise, la guerre impérialiste pose pour la bourgeoisie et pour le prolétariat un problème de classe. Lenin semble l'avoir résumé d'une façon assez saisissante quand en 1914 il déclare : la guerre impérialiste ouvre l'ère des guerres et révolutions.

Pour la bourgeoisie le problème pose l'alternative, guerre ou mort. Pour le prolétariat révolution ou barbarie. Les données sont les mêmes, les alternatives diffèrent en ce que le capitalisme ayant terminé son rôle historique ne peut offrir à la société que des guerres ou l'étouffement économique, tandis que le prolétariat qui se présente comme donnant une solution sociale à l'alternative capitaliste, oppose à une barbarie sociale découlant de la bourgeoisie, la révolution socialiste.

L'opposition historique de classe dépasse le cadre du simple problème de la guerre pour poser le problème de la destruction de la société capitaliste dans toutes ses expressions et la nécessité du socialisme.

Ainsi tant que la classe ouvrière continue à suivre l'idéologie bourgeoise, nous voyons les travailleurs faire les frais du patriotisme de la Libération nationale (résistance et maquis) de la démocratie bourgeoise ou du socialisme national (Allemagne-U.R.S.S) Même s'il indique après la deuxième guerre impérialiste une attitude anti-militariste et anti-guerrière ce n'est même pas un pacifisme petit-bourgeois qu'il exprime, mais encore et toujours un attachement à la bourgeoisie par une collaboration de classe. L'armée n'est pour lui qu'une clique militaire, l'armée du peuple devient un instrument de conquête ouvrière à ses yeux. La guerre cesse d'être de rapine pour devenir juste, les marionnettes ont changé mais la pièce qui se joue reste la même. En ceci la classe ouvrière continue à être une classe pour la bourgeoisie et si des militants ou des organisations pseudo-révolutionnaires ont cru voir dans la Libération nationale dans le maquis ou les milices du peuple, des possibilités révolutionnaires, la moindre objectivité devait leur faire comprendre qu'au contraire ces expressions du moment n'ont réussi

qu'à enchaîner encore plus le prolétariat et qu'ils n'ont jamais exprimé "le pouvoir dans la rue", comme le prétendent les trotskistes.

Toute idéologie qui découle d'une situation de guerre est une participation directe à la guerre c'est à dire à la perpétuation du capitalisme. ?

L'idéologie révolutionnaire ne se pose pas face à la guerre, mais face à l'Etat capitaliste, à la société bourgeoise génératrice des guerres.

LV- Il n'est pas besoin d'être grand marxiste pour chercher les solutions constructives pour le prolétariat, dans la société capitaliste. Jusqu'à présent toutes ces solutions sont aussi vieilles que l'humanitarisme capitaliste, ou son réalisme borné. Rien de nouveau ni de constructif n'a été trouvé par les marxologues ou les néo-marxistes modernes.

Et en effet il n'y a aucune solution constructive du prolétariat en société capitaliste. Ne se lamentent de ce fait que les opportunistes et les réformistes.

Pour nous c'est au contraire la confirmation de l'idée révolutionnaire. Hors la révolution, hors la destruction violente et brutale de l'Etat il n'y a pas de chemin de classe. Refuser tout compromis, toute collaboration avec le capitalisme doit devenir la préoccupation constante de la classe et sa seule planche de salut vers la révolution.

La G.C.F

Nous reproduisons ci-dessous la réponse faite par J. Malaquais à l'invitation de signer l'appel lancé récemment par les initiateurs de la troisième Force.-

L'histoire de la troisième Force remonte au début de l'année 1947 et c'est à la Gauche socialiste avec M. Pivert en tête que revient le "mérite" d'avoir donné naissance à ce bâtard. On se souviendra que c'est au printemps 1947 qu'eut lieu à Paris un singulier Congrès, groupant "les bonnes volontés" de divers pays. Ce rassemblement socialisant et révolutionnarisant, prétendait constituer une force indépendante, également opposée aux deux blocs dominant actuellement le monde: USA-URSS. Il prétendait s'opposer victorieusement à une troisième guerre mondiale, qui pour lui n'est pas le fait obligatoire le mode de vie du capitalisme décadent, mais simplement le résultat de l'antagonisme URSS-USA, s'affrontant par suite de leur appétit impérialiste "monstrueux". La troisième Force se proclamait apte à mettre à la raison les deux blocs en leur imposant de se maintenir dans un état de "paix".-

Ce que tout cela cache comme naïveté, ignorance de la réalité, et surtout de charlatanisme, il est à peine nécessaire de le dire. Le fait que ce bavardage des socialistes gauchisants est devenu en si peu de temps la doctrine d'Etat de tous les pays européens faisant partie du bloc américain, illustre suffisamment son fond de duperie, en même temps qu'il témoigne de la marche accélérée du cours vers la guerre. Une fois de plus se vérifie la véritable fonction de tous ces "gauches" et "antifascistes" de ces marchands d'illusions se chargeant d'élaborer les slogans nécessaires propres à entretenir la confusion et à dévoyer les masses laborieuses.-

Une toute première place dans cette oeuvre d'abrutissement et de démagogie est occupée par les intellectuels ou se disant tels. Et dans cette galerie la place d'honneur revient de droit aux littérateurs. Les stalinien^s avaient hier leur Romain Rolland, leur Barbusse. En avaient ils organisé de ces Congrès Amsterdam-Pleyel "contre la guerre". Il semble aujourd'hui que ce soit les socialistes et surtout leur "gauche" qui se spécialisent dans ce genre de bourrage de crâne et que ce soit eux qui emploient les "intelligences", les "coeurs" et la plume de ces messieurs les écrivains.-

Des "ilots de révolutionnaires", A. Hoestler, a donné une traduction concrète en la personne de l'île britannique. Malraux poursuit son glorieux combat antifasciste aux côtés de De Gaulle dont il est devenu le souffleur. Et Sartre avec son équipe, après avoir

fatigué tout le monde avec leur recherche d'une nouvelle philosophie et en attendant de la trouver, sont devenus les philosophes de la troisième Force.-

Nous trouvons en effet en bas de l'appel de la troisième Force pêle mêle les signatures d'un M. Pivert, qui se prend pour un révolutionnaire, d'un Izoard, l'homme de feu "la Flèche" et compagnon de Bergery et de Chassaigne, celles de Sartre, Merleau-Ponty et compagnie, et n'omettons pas de citer celles de D. Rousset et de Nadeau, probablement pour représenter l'élément trotskiste dans cette foire.-

J. Malaquais a, non seulement refusé de s'associer à cette comédie, mais il a donné les motifs, qui font de sa réponse un acte d'accusation et de dénonciation contre cette entreprise de duperie. Il a raison quand il leur dit en terminant sa réponse "Faites votre travail, je ferai le mien", car il n'y a rien de commun entre les révolutionnaires et les bavards petits-bourgeois, fussent-ils des écrivains.-

Nous ajouterons pour notre part, à l'intention de ces derniers qui auraient mieux fait de s'abstenir d'intervenir dans un domaine où ils n'entendent pas grand-chose, le vieux proverbe qui dit: "l'imbécile qui se tait ressemble à un homme intelligent".-

POUR CES MOTIFS :

L'Appel à l'Opinion Internationale (seconde version; la première, ignorée du public, oscillait entre un Vœu d'Oxford nouveau genre et un "langage de la raison" propre à infliger un complexe de culpabilité à la conscience européenne), auquel on s'invite à joindre sa signature, commence par poser que "d'habiles propagandes" ayant convaincu "les hommes d'Europe... qu'il leur fallait attendre la mort avec résignation et pour le présent remettre leur sort entre des mains étrangères", lesdits "hommes d'Europe", s'ils se laissaient persuader de leur impuissance, entreraient dans le règne de la fatalité - "et le sang va couler".

Cette ouverture, où résonnent les symboles apocalyptiques, quel sera son motif majeur? Quelles oreilles prétendra-t-elle exciter, afin que, ayant surmonté leurs divergences d'opinion, les "hommes d'Europe" fassent la roue en se donnant la main? C'est, une fois de plus, la Paix, avec son éternelle majuscule joliment pansue piquée du rameau symbolique. Et, d'abord, pour n'effrayer personne par un pacifisme excessif, les signataires du document assurent qui de droit qu'ils "ne mettent pas la Paix au dessus de tout". S'étant pourvus, de la sorte, d'une passerelle volante pour les retraites stratégiques, les appellants estiment que "cette guerre-ci (c'est à dire la troisième) doit être évitée... parce que : 1) Son issue est trop incertaine pour que l'on puisse raisonnablement miser sur la victoire de l'un des deux camps; 2) Elle signifie la ruine pour l'Europe; 3) Elle déséquilibre la vie économique du monde; 4) Elle retarde la libération sociale. - Et puisque "la guerre qui menace est une guerre de peur plus que d'intérêts", il suffirait que l'Europe s'administrât elle-même pour amener chaque bloc à réviser sa politique", moyennant quoi la guerre "peut être évitée".

L'Appel abonde en termes abstraits : la guerre à venir est "absurde et injustifiable" - alors qu'elle est historiquement logique et économiquement déterminée; les "hommes de France et d'Europe" sont des "victimes" - alors que du général d'active au camarade du P.C.F. en passant par le curé du R.P. chacun collabore à la guerre tout en la dénonçant; l'Europe est une "proie et une menace" pour les

D'ailleurs, au cours de l'engagement, les méthodes de leur tour tendent à se confondre, un parti ne pouvant vaincre qu'avec les armes de l'autre: les Russes en s'assimilant les techniques industrielles des américains, ceux-ci en adoptant la technique totalitariste de ceux-là. Comme le droit, la liberté, l'égalité devant la loi, - la paix en régime capitaliste est une pure abstraction. Il n'y a pas de paix qui ne soit une préparation à la guerre. Nullament exclusives l'une de l'autre, paix et guerre sont deux moments, deux rythmes à l'intérieur des rapports capitalistes de production, au même titre que "démocratie" et totalitarisme sont deux aspects, identiques dans leur nature quoique différents dans leur forme, d'une seule et même domination de classe de la bourgeoisie. La guerre n'est pas une cause, ni un effet, mais l'état d'être permanent de la société capitaliste, claironner qu'il est possible d'éviter la guerre par l'exercice de l'union des "forces démocratiques et sociales", n'est qu'un exercice de démagogie; cette "union" vaut celle qui prétend à créer les Etats-Unis d'Europe sans toucher à la structure économique du capitalisme. Aussi longtemps que cette structure n'est pas détruite de fond en comble, toute phraséologie contre la guerre ne fait que masquer l'inéluctabilité des guerres. (Dans une société post-capitaliste, cette phraséologie sera vide de tout contenu concret.) Et de même qu'hier des millions d'hommes ont participé au massacre sous la bannière de l'anti-fascisme, demain d'autres millions seront entraînés dans de nouveaux massacres - au nom de l'anti-guerre précisément. Cela s'est déjà vu, ces tours de passe-passe: le régime hitlérien n'invoquait-il pas la justice? le régime stalinien ne se réclamait-il pas du socialisme? l'anti-capitalisme verbal n'est-il pas le cheval de bataille du fascisme? - il y a beau temps que la bourgeoisie décadente puise ses slogans dans l'arsenal idéologique du prolétariat.

Crier haro sur la guerre, comme le font nos docteurs, c'est vouloir effrayer le démon par des grimaces; c'est croire et faire croire que la guerre moderne est le résultat des désirs belliqueux des uns, de la volonté de puissance des autres, de la "peur" qu'éprouvent les uns à l'égard des autres; c'est, objectivement, quelle que soit d'ailleurs la bonne volonté ou le degré d'inconscience des docteurs, oeuvrer à la conservation des mythes et des taboux dont est faite l'armature "métaphysique" de notre société. C'est, dans le meilleur des cas, prendre et faire prendre des vessies pour des lanternes. La société capitaliste est une mosaïque d'antagonismes insolubles, et ce n'est nullement la solution de ces antagonismes, mais leur maintien, qui demeure la condition indispensable de son existence, en tant que société. Du droit de grève aux fours crématoires, du habeas corpus à la loi Lynch, de la fabrication du calicot à sa répartition chez les mercières, aucune délimitation de ses propres conflits, aucune activité sociale de la bourgeoisie ne vise à la solution de ces antagonismes, mais à leur déplacement horizontal. La synthèse lui est historiquement inaccessible: elle signifierait la négation. La synthèse se fera en dehors de son circuit historique, à ses dépens, par son élimination révolutionnaire.

Ainsi, la guerre, en ce qu'elle tend à déplacer une série de contradictions en y introduisant des contradictions nouvelles, reste essentiellement une tentative de conservation sociale: en régime capitaliste la guerre est inévitable, quelque "indésirable" qu'elle soit aux yeux mêmes de la bourgeoisie. Inviter celle-ci à se passer de guerre, c'est penser ou feindre de penser qu'elle la pourrait; c'est lui demander la gentillesse de se suicider en tant que classe. Mais, surtout, s'est se faire son agent immédiat au sein des masses, dont elle a le plus grand intérêt à nourrir les illusions: car si la paix n'est pas un mythe, car si la guerre peut être évitée, car si des bonnes volontés suffisent pour surmonter les contradictions dont vit le régime capitaliste, celui-ci contiendrait d'immenses possibilités d'épanouissement, et il serait à la fois criminel et historiquement injustifiable de lui opposer le socialisme.

La guerre, qui offusque l'humanité des appelants, ne se laissera pas exorciser selon un rituel dont ont trépassé bien des Amsterdam-Pleyel et des S.D.N. En avons nous connu, de ces rassemblements internationaux où, tour à tour, intellectuels et étudiants et matrones et syndicalistes et invalides diversement médaillés avaient déclaré devant le photographe que plus de guerre, que nonni, que la guerre cassait les maisons, qu'elle insultait à la raison évidemment, vu que chacun avait ses microbes de rechange pour empoisonner les puits du voisin... En avons nous connu, de ces appels aux "intelligences", et aux "forces démocratiques", et aux "amants de la paix"... Mais dans aucune de ces assises jamais personne ne s'est levé pour dire: "Messieurs, la guerre n'est pas la tuberculose. La guerre n'est pas un mal dont on guérit le patient. La guerre est au contraire une drogue très importante. La guerre est essentielle au métabolisme de la société capitaliste. On ne désintoxique pas le capitalisme. Il faut, plus, et mieux, qu'un appel à l'opinion internationale. Celle-ci est un fantôme, et vous devriez être assez grands pour le savoir. Messieurs, il faut tuer le patient." -il est vrai que ceux qui auraient pu tenir ce langage "déraisonnable" ne fréquentent pas les rassemblements internationaux. Il est vrai aussi qu'ils ne signent pas des "appels".

Je ne signerai pas cet Appel. Son allure, ses démonstrations, sont trop "raisonnables" pour valoir l'encre de mon stylo. Je n'ai que faire de ce fruit postiche cueilli dans la pépinière des Briand, des Kellog, des commis voyageurs de la bourgeoisie spécialisés en escroquerie au sentiment. Tout le monde est contre la guerre: cela n'engage pas, et c'est bien vu. Je n'aime pas être bien vu de ceux qui s'arrogent le monopole de décerner des certificats de bonne conduite. Que les appelants fassent leur métier. Je ferai le mien.

Jean Malaquais

LE MARXISME

ET LA

GUERRE IMPERIALISTE

)°(

I (suite)

PROPRIETE PRIVEE- CAPITAL- TRAVAIL

Autres traits de de caractères pré-
dominants du système de production capitaliste: une fonction de ré-
production et une fonction de répartition;

"... On peut dire... que le capital (et la propriété foncière
qu'il implique comme son contraire) présuppose déjà une répartition..."

"... Les conditions de répartition dont il est question ... sont...
les fondements de fonctions sociales qui, dans les conditions de la
production, échoient à des agents déterminés par opposition aux pro-
ducteurs immédiats. Elles donnent aux conditions de la production
et à leurs représentants une propriété sociale spécifique. Elles dé-
terminent tout le caractère et tout le mouvement de la production..."

"... Ce caractère...
1° du produit en tant que marchandise
et 2° de la marchandise en tant que produit du capital, implique
déjà toutes les conditions de la circulation, c'est à dire un procès
social déterminé que les produits sont obligés de parcourir et où
ils prennent des caractères sociaux déterminés;
il implique des rapports (sociaux) tout aussi déterminés entre les
agents de production, par lesquels sont déterminées la mise en valeur
du produit et sa reconversion soit en subsistances soit en moyens de
production..."

"... deux traits distinguent de prime abord le mode de production
capitaliste.
Il produit ses produits comme marchandises. Ce qui le distingue des
autres modes de production, ce n'est pas de produire des marchandises,

c'est de produire un produit dont le caractère dominant et déterminant est d'être des marchandises...

... Nous n'avons pas besoin de démontrer à nouveau comment le rapport entre le capital et le travail salarié détermine tout le caractère du mode de production.

Les agents principaux de ce mode de production, le capitaliste et le salarié sont en cette qualité de simples incarnations ou personnifications du capital ou du travail salarié, des caractères sociaux déterminés imprimés aux individus par le procès social de production, des produits de ces conditions sociales déterminées de la production

"... Ce qui caractérise spécialement le mode de production capitaliste c'est que la production de la plus-value est le but direct et le motif déterminant de la production. Le capital produit essentiellement du capital, mais ne le fait qu'en produisant de la plus-value..."

"... Dans l'examen de la plus-value relative et de la transformation de la plus-value en profit nous avons vu qu'il se fonde là dessus un mode de production spéciale à la période capitaliste, une forme particulière du développement des forces sociales productives du travail, ces forces constituant vis à vis de l'ouvrier les forces autonomes du capital et s'opposant donc directement au développement de l'ouvrier..."

(Capital- Mol. XIV- 210-1-3-3-4-)

Burnham est censé ignorer Marx ou feindre de l'ignorer, sa littérature s'adresse à des détracteurs conscients qui n'ont aucun scrupule à avoir de fermer les yeux sur les enseignements élémentaires du marxisme, ils font partie, ouvertement et consciemment, de ceux qui, quand le Capital a paru, ont feint l'ignorer et qui, ensuite, ont cherché à en étouffer les effets par tous les moyens. Mais que Bettelheim, qui se présente au public comme un "économiste marxiste" et qui, à l'envers de la médaille burnhamienne ose reprocher de telles idées, selon lesquelles "... une couche de directeurs de trusts en Russie (couche???)", serait une couche PRIVILEGIEE de la CLASSE OUVRIERE...", et selon lesquelles l'Etat dépérira quand la couche la "moins privilégiée" (celle identique au prolétariat dans les pays capitalistes), aura compris que les différenciations sociales sont nécessaires pour la CONSTRUCTION DU SOCIALISME... Tout ce fatras soit disant "marxiste" comparé à Marx lui-même fait bien triste figure.

Toutes les autres "critiques marxistes" que par exemple les trotskystes peuvent adresser soit à Burnham, soit à Bettelheim sont forcément cacocèques parcequ'elles partent du même point de vue qu'eux: prouver que la Russie est un Etat "où n'existe tout de même pas le capitalisme".

... ces forces constituant vis à vis de l'ouvrier les forces autonomes du capital et s'opposant donc directement au développement de l'ouvrier..."

(Capital- Mol. XIV- 210-1-3-3-4-)

La conception marxiste de la propriété privée capitaliste et son lien historique avec l'accumulation.

"Etatisations et Socialisations"

Les rapports capital-travail s'ils sont la trame structurelle des rapports entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, les rapports capitalistes entre eux ont pour "âme" la nécessité vitale pour toute entité capitaliste, quelle qu'elle soit, de réaliser la part de plus-value accumulable. A leur tour, les différents rapports au sein de l'économie capitaliste et de la classe dirigeante entrent en égale importance déterminante dans l'inter-

action des différents phénomènes capitalistes.

Nous avons cité, plus haut, une des nombreuses phrases où Marx dit:

"...Ce qui caractérise spécialement le mode de production capitaliste, c'est que la production de la plus-value est le but direct et le motif déterminant de la production. Le capital produit essentiellement du capital, mais ne le fait qu'en produisant de la plus-value..."
(Capital-Mol. XIV-312-3)

Le capital produit du capital en ne produisant que de la plus-value par le processus capitaliste d'accumulation et de reproduction du capital :

"... Le procès de production capitaliste est essentiellement procès d'accumulation..." (X-131)

Ces deux notions sont inséparables: le capital produit essentiellement du capital mais ne le fait qu'en produisant de la plus-value, parceque ce processus est le procès même de l'accumulation.

Le capitalisme dans l'histoire est déjà le produit d'une accumulation historico-économique primitive que Marx décrit dans la Génèse du Capital et l'Accumulation primitive. (in Tome I du Capital-Mol. IV)

Ce procès d'accumulation est le procès même de la transformation de la propriété individuelle en propriété sociale, d'évolution de la propriété privée individuelle du capitaliste sur les moyens de production en la propriété privée sociale du CAPITAL, propriété privée collective et universelle d'une classe sociale exploitant une autre classe sociale.

Le capital est la première négation de la propriété privée individuelle des moyens de production, le SOCIALISME en est la négation de la négation, la négation de la propriété privée sociale d'une classe sur les forces productives de la société.

Cette ~~conception~~ conception de la propriété privée a tellement peu été comprise que, par exemple, quand un trotskyste est à bout d'arguments pour expliquer qu'en U.R.S.S. ce n'est "... tout de même pas le capitalisme..." il affirme péremptoirement et comme la phrase du jugement dernier: -"Mais, la propriété privée individuelle sur les moyens de production n'existe plus en Russie."

Certainement que la propriété privée individuelle sur les moyens de production n'existe plus en Russie comme forme de propriété prédominante; mais n'est-ce pas justement le rôle historique du Capital de transformer la propriété privée individuelle sur les moyens de production (forme médiévale de l'artisanat), en moyens de productions sociaux propriété d'une classe? En Russie, en dehors de la révolution prolétarienne dont nous parlons par ailleurs (POLITIQUE ET PHILOSOPHIE DE HARPER A LENINE), nous assistons à un saut brusque, en dix ans de ~~temps~~ temps, le passage de la forme la plus arriérée à la forme la plus avancée de la concentration sociale des moyens de production. Mais le fait que ces moyens de production soient propriété d'Etat, change-t-il quant à leur caractère de propriété privée? Propriété privée d'un Etat qui personnifie le CAPITAL aux yeux du travail et qui joue vis à vis de celui-ci la même fonction capitaliste que partout ailleurs, avec cette différence cependant d'un pouvoir coercitif plus fort. Un Etat aussi policier que l'Etat russe n'est pas un phénomène abstrait et "en soi", il personnifie un pouvoir de classe. Et si le pouvoir de classe qu'il représente est celui "d'une couche privilégiée du prolétariat", comme Bettelheim veut nous le faire entendre, nous aboutissons ~~à~~ à une notion du socialisme qui passe en réalité par la nécessité "réaliste" d'un capitalisme d'Etat, vieille conception et vieille trahison du socialisme réel, que Bettelheim nous ressert défraîchie avec une sauce pourrie puisée dans les arrières ~~cuisines~~ cuisines du stalinisme.

Cette monstruosité stalinienne qui veut opposer une soit disant "conception réaliste" du socialisme, à des conceptions qualifiées ~~kakoto~~ "d'utopistes" (x), mènent en réalité Bettelheim à défendre comme la panacée universelle, un "socialisme réaliste" imposé à une couche "moins privilégiée" du prolétariat, par le pouvoir coercitif d'une couche privilégiée de cette même classe. Nous croyons, quant à nous que si le socialisme doit être imposé au prolétariat par des procédés barbares ~~xx~~ (guépécistes ou concentrationnaires) (xz), alors nous pensons qu'il est vraiment une utopie et nous sommes profondément convaincus qu'il cache une tare profonde qui lui enlève quoi que ce soit qu'il pourrait avoir de commun avec le socialisme.

(x) En toutes lettres dans l'article de Bettelheim ou celui-ci qualifiant Burnham d'utopiste, - (alors que Burnham ne croit pas au socialisme mais bien au réalisme inverse du "réalisme stalinien" le réalisme américain), - il vise surtout ici d'une manière jésuitique, non pas Burnham, mais ceux qui pourraient mettre en doute son raisonnement "réaliste", ce que nous ne manquons pas de faire.
(xz) cf, la célèbre formule stalinienne: "aux barbares doivent être appliqués des procédés barbares".

La propriété privée capitaliste a en dernier ressort, comme défenseur l'Etat parceque l'Etat personnifie économiquement et politiquement la classe capitaliste, quelles que soient les transformations que subisse en son sein la propriété privée capitaliste, - et ces transformations trouvent leur image dans la composition politique et sociale des partis au pouvoir, - l'Etat reste, de toute manière la personification première et dernière du capital face au travail et sur le marché.

(Chap. I à suivre)

PHILIPPE

POLITIQUE ET PHILOSOPHIE DE BENINE A HARPER

ou une critique de l'oeuvre de Harper:
" Lenins als Philosoph "

)o(

-II-

HARPER EN TANT QUE PHILOSOPHE

ou la philosophie de son erreur critique et politique.

Il existe un phénomène dans le procès de la connaissance en société bourgeoise et dont Harper n'a pas parlé. C'est celui de l'influence de la division du travail capitaliste sur la formation de la connaissance et la synthèse des sciences de la nature, d'une part; d'autre part le procès de formation de la connaissance dans la mouvement ouvrier.

Harper dit a un certain moment que la bourgeoisie doit à chaque révolution apparaître différente de ce qu'elle était précédemment et de ce qu'elle est en réalité dans le moment même et cacher ainsi son but réel.

Ceci est vrai, mais Harper en^{ne} nous parlant pas du processus de formation de la connaissance dans l'histoire et en ne posant pas le problème explicitement, le pose implicitement de la manière aussi mécaniste que celle qu'il reproche lui-même a Plekhanov et a Lénine.

Le processus de formation de la connaissance dépend des conditions de production des conceptions scientifiques et des idées en général, conditions qui sont liées aux conditions de la production en général, c'est à dire aux applications pratiques.

La société bourgeoise en se développant, développe, (en même temps que ses conditions de production, - c'est à dire que son mode d'existence économique, -) sa propre idéologie: ses conceptions scientifiques ainsi que ses conceptions du monde et sur le monde.

La science est une branche bien particulière dans la production des idées nécessaires à la vie de la société capitaliste, la continuation, l'évolution et la progression de sa propre production.

Le mode de production économique, de même qu'il applique pratiquement ce que la science élabore, a une grande influence sur la façon dont s'élaborent pratiquement les idées et les sciences. La division du travail capitaliste, de même qu'elle contraint à l'extrême spécialisation dans tous les domaines de la réalisation pratique de la production, contraint à l'extrême spécialisation et à l'ultime division du travail dans le domaine de la formation des idées et principalement dans le domaine des sciences.

Les sciences et les savants confirment, par leur présence et leurs spécialisations, la division universelle du travail capitaliste, ils sont aussi nécessaires que les généraux d'armées et la science militaire, ou les administrateurs et directeurs.

La bourgeoisie est parfaitement capable de faire la synthèse dans le domaine particulier des sciences qui ne touche pas directement à son mode d'exploitation. Aussitôt qu'elle touche à ce dernier domaine, elle tend inconsciemment à travestir la réalité: histoire, économie, sociologie et philosophie- Elle ne peut donc qu'arriver à des essais de synthèse incomplets.

La bourgeoisie se borne aux applications pratiques, aux investigations scientifiques, et elle est dans ce domaine essentiellement matérialiste. Mais comme elle ne peut arriver à une synthèse complète, comme elle est obligée inconsciemment de masquer le fait de sa propre existence contre les lois scientifiques du développement de la société, -découvertes par les socialistes-, elle ne peut réaliser cette barrière psychologique de la réalité de son existence historico-sociale qu'au travers de l'idéalisme philosophique qui embue toute son idéologie. Ce travestissement nécessaire à la société bourgeoise en tant que mode d'existence sociale, elle est capable de l'élaborer elle-même au travers de sa propre philosophie, -(de ses différents systèmes)-, mais elle est également encline à prendre dans les anciennes philosophies et idéologies de l'existence sociale d'anciens modes d'exploitation, du fait qu'elles ne touchent pas sa propre existence mais peut au contraire continuer à voiler, et aussi parce que toutes les classes dominantes dans l'histoire, en tant que classes conservatrices arrivent à avoir besoin des anciens modes de conservation qu'elle arrange, bien entendu selon ses propres besoins, - c'est à dire qu'elle les déforme à sa propre forme.

C'est pour cela que, même les philosophes bourgeois, au début de l'histoire de la bourgeoisie, pouvaient être, dans une certaine mesure, matérialistes, (dans la mesure où ils mettaient l'accent sur la nécessité du développement des sciences de la nature), mais qu'ils étaient foncièrement idéalistes aussitôt qu'ils essayaient de raison-

ner sur l'existence de la bourgeoisie elle-même et de la justifier. Ceux qui mettent plus l'accent sur les premiers aspects de la pensée bourgeoise pouvaient apparaître plus matérialistes, ceux qui tentaient plus de justifier l'existence de la bourgeoisie étaient appelés à être plus idéalistes-

Seuls les socialistes scientifiques à partir de Marx, sont capables de faire une synthèse des sciences et du développement social humain. Et même cette synthèse est nécessaire au préalable pour leur point de départ révolutionnaire. C'est ce que Marx a fait.

Dans la mesure où ils posaient des nouveaux problèmes scientifiques, les matérialistes de l'époque révolutionnaire de la bourgeoisie étaient tentés et contraints de faire la synthèse de leurs connaissances et de leurs conceptions du développement social, mais sans jamais toucher à l'existence sociale de la bourgeoisie, au contraire en justifiant cette existence. C'est ainsi que des individualités ont pu surgir qui tentèrent de faire cette synthèse, de Descartes à Hegel. Il est bien difficile, en toute honnêteté, de séparer le matérialisme de l'idéalisme, dans la philosophie de Descartes ou de Hegel; leur essai de synthèse a voulu être tellement complet, il a voulu embrasser d'un regard dialectique, l'évolution et le mouvement du monde et des idées, qu'ils n'ont pu faire autrement que traduire d'une manière totale et absolue le comportement idéologique de la bourgeoisie sous son double aspect contradictoire. Mais ils sont des exceptions.

Ce qui a contribué à pousser des individus vers cette activité reste encore dans l'ombre, la connaissance historique, sociale, économique et psychologique n'en étant qu'à leur stade primaire. Nous ne pouvons que dire cette banalité qu'ils obéissaient à des préoccupations de leur société en général.

Dans le capitalisme, et quoique tendant vers l'édification d'une nouvelle société, les socialistes d'une part et le prolétariat d'autre part, sont contraints, par leur existence et leur développement au sein du capitalisme, d'obéir, dans le domaine de la connaissance, à ses propres lois.

La politique devient la spécialisation des militants communistes, quoique des connaissances et une vue de synthèse universelles leur seraient utiles.

C'est ce qui fait que la division s'opère dans le mouvement ouvrier, entre les courants politiques d'une part et d'autre part, souvent même de la politique d'avec les théoriciens dans les domaines scientifiques de l'histoire, de l'économie et de la philosophie. Le processus de formation des théoriciens du socialisme s'est opérée assez sensiblement de la même façon que celle des savants et des philosophes bourgeois de l'époque révolutionnaire.

L'influence ambiante de l'éducation et du milieu bourgeois restent toujours une forte influence dans le procès de la formation des idées dans le mouvement ouvrier. Le développement de la société elle-même, d'une part et des sciences d'autre part, sont des facteurs décisifs dans l'évolution du mouvement ouvrier. Cela peut apparaître comme une tautologie, et cependant on ne le répètera jamais assez.

C'est cette constante évolution parallèle à l'évolution du prolétariat et des socialistes qui est pour eux une lourde entrave.

Les restes des religions, c'est à dire des époques historiques précapitalistes, deviennent un atavisme de la bourgeoisie "réactionnaire" certes, mais surtout de la bourgeoisie en tant que dernière classe exploitatrice de l'histoire. Malgré cela la religion n'est pas ce qu'il y a de plus dangereux dans l'idéologie des classes exploitantes, mais cette idéologie dans son ensemble, où voisinent à côté des religions, du chauvinisme et de tous les idéalismes verbeux, un matérialisme sec, étriqué et statique. A l'aspect idéaliste de la pensée de la bourgeoisie il est donc nécessaire d'y joindre son matérialisme des sciences de la nature qui fait partie intégrante de son idéologie. Ces différents aspects de l'idéologie bourgeoise, s'ils ne font pas partie d'un tout pour la bourgeoisie qui tend à masquer l'unité de son existence sociale sous la pluralité de ses mythes, doivent être conçus comme tels par les socialistes.

C'est ainsi que l'on s'aperçoit que le mouvement ouvrier a du mal à se dégager de l'idéologie bourgeoise dans son ensemble, de ses idéalismes comme de son matérialisme incomplet. Bergson n'a-t-il pas influencé la formation de courants dans le mouvement ouvrier en France?

La grande difficulté consiste à faire de chaque nouvelle idéologie ou formulation d'idée, l'objet d'une étude critique, et non l'objet d'un dilemme adoption-rejet. Elle consiste également à concevoir tout progrès scientifique, non comme un progrès réel, mais comme un progrès, ou un enrichissement (dans le domaine de la connaissance), seulement en puissance dans la société, et dont, en dernier ressort les possibilités réelles pratiques d'application sont soumises aux fluctuations de la vie économique du capitalisme.

Dans ce sens là, les socialistes en arrivent donc uniquement à avoir une position critique permanente, faisant des idées l'objet d'une étude; ils ont face à la science uniquement une position d'assimilation théorique de ses résultats en en comprenant les applications pratiques comme ne pouvant servir l'humanité réellement pour ses besoins que dans une société évoluant vers le socialisme.

Le processus de la connaissance dans le mouvement ouvrier considère donc comme une acquisition sienne, le développement théorique des sciences, mais il l'intègre dans un ensemble de connaissances dont l'axe est la réalisation pratique de la révolution sociale, axe de

tout progrès réel de la société.

C'est ce qui fait que le mouvement ouvrier se trouve spécialisé, de par son existence sociale révolutionnaire, luttant au sein du capitalisme contre la bourgeoisie, dans le domaine strictement politique qui est jusqu'à l'insurrection (la prise de conscience), le point névralgique de la lutte de classe bourgeoisie-prolétariat.

C'est ce qui fait le double aspect du développement de la connaissance dans le mouvement ouvrier, différent et relié, se développant au fur et à mesure de la libération REELLE du prolétariat: politique d'une part; (qui pose les problèmes immédiats et brûlants); théoriques et scientifiques, qui évoluent plus lentement, se poursuivent surtout (jusqu'à présent) dans les époques de recul du mouvement ouvrier, et aborde des problèmes certes au moins aussi importants, certes interdépendants d'avec les problèmes politiques, mais d'une façon moins immédiate et brûlante.

Dans la politique, se marquent, au fur et à mesure du développement de la société, la frontière immédiate de classe, au travers de la lutte politique du prolétariat. C'est donc dans le développement de la lutte politique du prolétariat que se suit pas à pas l'évolution de la lutte de classe et le processus de formation du mouvement ouvrier révolutionnaire en opposition à la bourgeoisie dont les formes de lutte politique évoluent en fonction de l'évolution constante de la société capitaliste.

La politique de classe du prolétariat varie donc au jour le jour et même dans une certaine mesure localement (nous verrons plus tard dans quelle mesure). C'est dans cette lutte au jour le jour, dans ces divergences de partis et de groupes politiques, dans la tactique du lieu et du moment que se traduisent immédiatement les frontières de classe. Viennent ensuite, d'une façon plus générale, moins immédiate, et posant les objectifs plus lointains des buts de la lutte révolutionnaire du prolétariat, qui sont contenus dans les grands principes directeurs des partis ou des groupes politiques.

C'est donc dans les programmes d'abord, ensuite dans l'application pratique, dans l'action journalière, que se posent les divergences dans l'action politique, reflétant dans leur évolution, en même temps que l'évolution générale de la société, l'évolution des classes de leurs méthodes de lutte, de leurs moyens et de leurs idéologies, de la théorie et de la pratique du mouvement de leur lutte politique.

Au contraire, la synthèse de la dialectique scientifique dans le domaine purement philosophique de la connaissance, se développe non pas à la manière dialectiquement immédiate de la lutte de classe pratique politique, mais bien d'une manière dialectique beaucoup plus lointaine, sporadique, sans lien apparent, ni avec le milieu

local ni avec le milieu social,, a peu près comme le développement des sciences appliquées, sciences de la nature, de la fin du féodalisme et de la naissance du capitalisme.

Harper n'a pas fait ces différenciations, il n'a pas su nous montrer la connaissance comme différentes manifestations de la pensée humaine, extrêmement divisée en spécialisations, dans le temps dans les différents milieux sociaux, au cours de leur évolution, etc... etc...

La connaissance humaine se développe (grossièrement et vulgairement) en fonction des besoins auxquels les différents milieux sociaux ont à faire face et les différents domaines de la connaissance se développent en fonction du développement des applications pratiques envisagées. Plus le domaine de la connaissance touche immédiatement et de près l'application pratique, plus est sensible son évolution, au contraire, plus nous avons affaire à une tentative de synthèse et moins il est possible de suivre cette évolution car la synthèse ne se fait que suivant des lois purement accidentelles du hasard, c'est à dire de lois tellement compliquées, découlant de facteurs tellement divers et complexes, qu'il est pratiquement impossible de nous plonger aujourd'hui dans de telles études.

De plus, la pratique englobe de grandes masses sociales alors que la synthèse s'opère très souvent par des individualités. Le social tombe sous les lois générales plus facilement et plus immédiatement contrôlables. L'individuel tombe sous l'angle de particularités quasi imperceptibles pour ce qui est de la science historique qui n'en est encore qu'à ses premiers pas.

C'est pour cette raison que nous relevons, en premier lieu une grave erreur de ce côté chez Harper, d'avoir engagé une étude sur le problème de la connaissance en ne nous parlant que de la différence qui existe entre la manière bourgeoise d'aborder le problème et la manière socialiste et révolutionnaire, en laissant dans l'ombre le processus historique de formation des idées. En opérant de cette manière, la dialectique de Harper reste impuissante et vulgaire. D'un petit essai intéressant critiquant la manière dont Lénine aborde la critique de l'empirio-criticisme, et montrant ce qui est vrai (c'est à dire que c'est un mélange de mauvais goût dans la polémique de vulgarités dans le domaine scientifique, -ainsi d'ailleurs que de choses erronées-, de matérialisme bourgeois et de marxisme), - Harper nous livre cet essai intéressant, plus (+) des conclusions d'une platitude encore plus criante que la dialectique de Lénine dans "Matérialisme et Empirio-criticisme".

Le prolétariat se dégage révolutionnairement du milieu social capitaliste par un combat continu, cependant il n'a acquis TOTALEMENT une idéologie indépendante, dans le plein sens du terme, que

le jour de la réalisation pratique de l'insurrection généralisée faisant de la révolution socialiste une réalité vivante et lui permettant de marcher ses premiers pas. En même temps que le prolétariat arrive à une indépendance politique et idéologique totale, à la conscience de la seule solution révolutionnaire au marasme économique-social du capitalisme: la construction d'une société sans classes, au moment du développement généralisé de l'insurrection du prolétariat, à ce moment précis, il n'existe déjà plus en tant que classe pour le capitalisme, et, par la dualité de pouvoir acquise en sa faveur, il a créé un milieu historico-social favorable à sa propre disparition en tant que classe.

La révolution socialiste comporte donc deux actions du prolétariat: avant et après l'insurrection.

Il n'arrive à développer totalement une idéologie indépendante que lorsqu'il a créé le milieu favorable à sa disparition, c'est à dire après l'insurrection. Avant l'insurrection, son idéologie a surtout comme but d'arriver à réaliser pratiquement l'insurrection; la prise de conscience de la nécessité de réaliser cette insurrection, ainsi que de l'existence des possibilités et des moyens de la réaliser. Après l'insurrection se posent pratiquement de front, d'une part la gestion de la société, d'autre part la disparition des contradictions léguées par le capitalisme. Au premier rang de ces préoccupations se pose donc, après l'insurrection, d'évoluer vers le socialisme et le communisme, c'est à dire résoudre ce que doit être pratiquement "la période transitoire" - La conscience sociale, même celle du prolétariat, ne peut être totalement libérée de l'idéologie bourgeoise qu'à partir de cette période de l'insurrection généralisée. Jusqu'à cette période, jusqu'à cet acte de libération par la violence, toutes les idéologies bourgeoises, toute la culture bourgeoise, la science et l'art, commandent aux socialistes jusque dans la réaction de leur raisonnement. Ce n'est qu'avec lenteur qu'une synthèse socialiste se dégage de l'évolution du mouvement ouvrier et de son étude.

Dans l'histoire de l'évolution du mouvement ouvrier, on voit que très souvent il est arrivé que ceux qui ont été capables de raisonner et d'analyser profondément les choses de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme ou sur un mouvement insurrectionnel, ont été, en dehors du mouvement réel lui-même, plus comme des observateurs que comme des acteurs. C'est le cas pour Harpor comparé à Lénine.

De même il peut arriver un décalage dans le mouvement de la connaissance du point de vue du socialisme, décalage qui fait que certaines études théoriques restent valables alors que les hommes qui les ont formulées pratiquent une politique qui n'est plus adéquate à la lutte du prolétariat. Il arrive également l'inverse.

Dans le mouvement qui a entraîné les classes russes dans trois révolutions successives en douze ans, les tâches pratiques de la lutte de classe furent tellement prenantes, les besoins de la pratique de la lutte, puis de la prise du pouvoir, puis du pouvoir lui-même, appelaient beaucoup plus la formation de politiciens du prolétariat comme Lénine et Trotsky, des hommes d'action, des tribuns et des polémistes, que des philosophes et des économistes. Les hommes qui ont été des philosophes et des économistes, l'ont été dans la II^e et la III^e Internationale très souvent en dehors du mouvement pratique révolutionnaire et en tous cas dans des périodes de recul du cours révolutionnaire.

Lénine entre 1900 et 1924, a été poussé par le flot de la révolution montante, toute son oeuvre est palpitante de l'âpreté de cette lutte, de ses hauts et de ses bas, de toute sa tragédie historique et humaine avant tout. Son oeuvre est surtout politique et polémique, de combat. Son oeuvre essentielle pour le mouvement ouvrier est donc surtout cet aspect politique et non sa philosophie et ses études économiques d'une qualité plus douteuses parceque manquant de profondeur dans l'analyse, de connaissances scientifiques et de possibilités de synthèse théorique. A côté de cette houleuse situation historique de la Russie, la situation calme de la Hollande, en marge de la lutte de classe d'Allemagne, permet le développement idéologique d'un Harper, dans une période de reflux de la lutte de classe.

Harper attaque violemment Lénine dans son point faible, en laissant dans l'ombre la partie la plus importante et la plus vivante de son oeuvre, et il tombe à faux quand il veut en tirer des conclusions sur la pensée de Lénine et sur le sens de la portée de son oeuvre. D'incomplètes et d'erronnées quant à Lénine, les conclusions de Harper tombent dans des platitudes journalistiques quant à celles qu'il tend à tirer sur la révolution russe dans son ensemble. Pour ce qui est de Lénine cela prouve qu'il n'a rien compris à son oeuvre principale pour s'attacher à "Matérialisme et Empiricriticisme" uniquement. Pour ce qui est de la Révolution russe c'est beaucoup plus grave et nous y reviendrons.

(à suivre)

PHILIPPE